

Communiqué de presse

Le 11 mai 2018

LES ENTRETIENS ALBERT-KAHN

« De la concertation à la participation citoyenne, quels impacts sur la gouvernance territoriale ? »

**Jeudi 17 mai 2018 de 9h30 à 13h à la Maison d'Albert-Kahn
à Boulogne-Billancourt**

**Le Département des Hauts-de-Seine organise un entretien Albert-Kahn sur le thème :
« De la concertation à la participation citoyenne, quels impacts sur la gouvernance territoriale ? ».**

La question de la participation n'est pas nouvelle, mais elle connaît un nouvel essor du fait du numérique qui permet de communiquer autrement, d'une pratique démocratique qui décline, d'une représentativité politique pas toujours bien vécue, des mouvements contestataires et séparatistes, de nouvelles aspirations sociétales et modes de vie (écologie, partage, simplicité) ou encore du processus de modernisation de l'action publique.

Ceci n'est pas propre à la France et s'exprime au niveau mondial, les grands forums comme le Forum social ou le Forum économique de Davos en étant l'expression. Au niveau européen, la participation citoyenne est vue comme une nécessité pour faire vivre les idéaux de démocratie (Forum mondial de la démocratie au Conseil de l'Europe, Débat citoyen planétaire sur le climat et l'énergie en amont de la conférence de Paris de 2015), mais également pour améliorer l'efficacité des politiques publiques au niveau national et local.

Qu'en est-il réellement ? Quels sont les différents ressorts de la participation citoyenne notamment au niveau départemental ? Y aurait-il des principes d'efficacité lorsque l'on s'adresse à des citoyens d'un quartier, d'une ville, d'une métropole, d'un département ou d'une région ?

Il existe des différences notoires entre favoriser la concertation de certaines personnes sur un sujet donné, faire participer les citoyens les plus éloignés de la vie politique, ou encore coélaborer et coévaluer une politique publique avec les citoyens.

Quelles sont les tendances en matière de participation citoyenne ? La participation touche souvent les personnes qui ont naturellement une fibre citoyenne, pas forcément les plus concernées comme les jeunes et les précaires. Quelles sont les pistes de progrès dans ce domaine ? Comment créer les conditions pour favoriser le pouvoir d'agir des citoyens ?

[Avec les contributions de :](#)

Marie-Hélène Bacqué, professeure en études urbaines à l'université Paris Nanterre, membre de l'Institut universitaire de France et du Laboratoire Mosaïques-LAVUE. Elle est l'auteure de nombreux ouvrages dont celui de référence rédigé avec Carole Biewener Empowerment, une pratique émancipatrice (La Découverte, 2013). Elle est également l'auteure avec Mohamed Mechmache du rapport « Pour une réforme radicale de la politique de la ville », à la demande du ministre délégué chargé de la Ville en 2013. Elle s'intéresse en particulier aux quartiers populaires.

Yves Mathieu, codirecteur de Missions publiques, créateurs de laboratoires d'actions citoyens. L'équipe de Missions publiques conseille une trentaine de collectivités chaque année dans la fabrique participative des politiques publiques. Elle est la seule agence à avoir à son actif organisé plusieurs débats aux échelles nationale, européenne et mondiale (la participation citoyenne dans les quartiers « politique de la ville », l'agenda européen de recherche, nos vies et nos territoires avec la mobilité autonome, l'accord COP21 de Paris, le programme spatial européen, la transition énergétique de la France, certains aspects de la politique de santé).

Cyria Emelianoff, professeur d'aménagement et d'urbanisme à l'université du Maine, membre du laboratoire ESO, Espaces Géographiques et Sociétés, UMR 6590 du CNRS. Sa recherche porte sur les politiques urbaines de développement durable et de transition énergétique en Europe. Il s'agit notamment de cerner les formes émergentes d'un pilotage local et décentralisé du « global change ». Elle travaille aussi sur des thèmes qui mobilisent encore peu les collectivités locales : inégalités environnementales, modes de vie écologiques, fabrique habitante de l'environnement urbain. Elle a notamment publié avec Ruth Stégassy l'ouvrage *Les pionniers de la ville durable*, aux éditions Autrement (2010).

Annie Orsoni, cheffe du service de l'Action éducative et de la citoyenneté au Département des Hauts-de-Seine depuis mai 2017. Diplômée de l'EHESP - École des hautes études en Santé publique, et titulaire d'un master 2 en sociologie des organisations, Annie Orsoni débute sa carrière comme responsable de l'aide sociale à l'enfance dans le Pas-de-Calais, puis rejoint en 1992 le Département des Hauts-de-Seine, où elle occupera successivement les postes de responsable du contrôle des établissements et services habilités ASE, auditeur interne, responsable de l'évaluation des politiques. En juin 2009, elle devient déléguée de Paris du Secours catholique, où elle garde à ce jour un mandat d'administratrice. En mai 2017, elle intègre le pôle Éducation, Sports et Construction après une année à la direction de l'Audit et de l'Évaluation des politiques publiques et au comité de pilotage du projet Vision'ère.

Anabelle Got, travailleur social, chargée de projet Renouveau des pratiques d'accompagnement social au sein du pôle Solidarités, direction de l'Insertion, de l'Emploi et des Actions sociales, Mission qualité et relation aux publics du Département des Hauts-de-Seine. Elle a copiloté l'expérimentation *Pour un renouveau des pratiques d'accompagnement social* (Cahier et guide n° 23 des Entretiens Albert-Kahn). Elle est diplômée du master 2 Innovations sociales, conduite du changement – Économie sociale et solidaire au CNAM.

Les Entretiens Albert-Kahn, laboratoire d'innovation publique départemental, s'inscrivent dans le sillon tracé par Albert Kahn (1860-1940) et trouvent leur inspiration dans les cercles de réflexion qu'il avait encouragés. Albert Kahn était un témoin de la mondialisation, valorisant la diversité culturelle tout en cherchant à favoriser un monde en paix. Ils cherchent à aborder des thématiques d'actualité et prospectives et à servir de laboratoire d'innovation publique pour le Département des Hauts-de-Seine.

Contact presse

Amélie CHABUET

Tél. : 01 47 29 35 78

courriel : achabuet@hauts-de-seine.fr

www.hauts-de-seine.fr